

[Plus tard]

[Français]

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN—DEMANDE
D'ASSISTANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Marcel Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

J'ai constaté, tout à l'heure, qu'il avait répondu avec beaucoup d'intérêt à une question posée par un député de la Colombie-Britannique. J'aimerais savoir s'il a accordé autant d'attention à l'étude du mémoire qui lui a été présenté ces jours derniers par l'UCC du Saguenay au sujet d'une demande d'aide de 5 millions de dollars pour les cultivateurs de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

[Traduction]

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Je n'ai pas encore eu l'occasion de m'entretenir avec les membres de ce groupe.

COLOMBIE-BRITANNIQUE—AIDE FÉDÉRALE À
LA FRUCTICULTURE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stuart A. Fleming (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Le ministre de l'Agriculture de Colombie-Britannique et des représentants des fructiculteurs de cette province ont demandé hier l'aide du gouvernement fédéral à cause des pertes désastreuses subies plus tôt cette année. Quand le ministre nous fera-t-il part de sa décision?

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Dès que tous les détails seront réglés, monsieur l'Orateur.

DEMANDE D'UNE DÉCISION QUANT À L'ASSIS-
TANCE AUX PRODUCTEURS DE CERISES
ACIDULÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Alkenbrack (Prince-Edward-Lennox): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et elle découle du fait que les cerises seront bientôt mûres dans le comté de Prince-Edward. L'an dernier, des cerises d'une valeur estimée à \$30,000 ont pourri sur les arbres à cause d'un avantage injuste accordé à l'État du Michigan en ce qui concerne les importations et les exportations. La semaine dernière, le ministre a informé le député de Wellington-Sud qu'il prendrait une décision au sujet de l'assistance fournie aux producteurs de cerises de l'Ontario. Quelle est cette décision?

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, 1,300 tonnes de cerises aigres ont été abandonnées sur les arbres en Ontario l'an dernier, surtout à cause de leur mauvaise couleur. La production totale en Ontario a été, l'an dernier, de 15,112 tonnes environ. Pour la première fois, le gouvernement a soutenu l'an dernier le prix payé aux producteurs, grâce à des versements supplémentaires qui se sont élevés en tout à \$300,000. On peut également signaler qu'aux États-Unis, dans la région avoisinant les Grands lacs, 55,000 tonnes de cerises aigres ont été abandonnées sur les arbres l'an dernier, pour la même raison.

M. Alkenbrack: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre et son collègue des Finances ne feraient-ils pas quelque chose pour supprimer l'écart des droits de douane sur les cerises, qui est actuellement injuste envers les producteurs canadiens, puisque le droit américain sur les cerises canadiennes est de 10½c. la livre tandis que le droit de douane canadien sur les cerises américaines n'est que de trois cents la livre?

LES PÊCHERIES

SUBVENTIONS AUX CHALUTIERS DE
GRANDE PÊCHE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): J'aurais une question à poser au ministre des Pêcheries. Depuis que c'est le ministère des Pêcheries, au lieu de la Commission maritime, qui autorise le versement de subsides à l'égard des chalutiers de grande pêche, il y a un long retard dans le paiement des subventions fédérales aux offices provinciaux de prêts. Le ministre voudrait-il s'enquérir de la raison de ce retard afin que les chantiers maritimes et les constructeurs de navires n'aient pas à en souffrir indûment?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): J'aimerais informer l'honorable député que l'une des principales raisons du retard, si retard il y a, c'est qu'il a fallu rédiger de nouveaux règlements pour adopter la subvention aux modifications adoptées il y a quelques mois. Je tiens à assurer à l'honorable député que nous ne négligeons absolument rien pour étudier toutes les demandes reçues.

LE CHARBON

ÉTUDE SUR L'INDUSTRIE DE NOUVELLE-
ÉCOSSE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Ma question s'adresse au ministre du